



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2021

**EXPOSE POUR LE
CONSEIL MUNICIPAL DU 10 FEVRIER 2021**

SOMMAIRE

Table des matières

| | |
|---|----|
| PREAMBULE..... | 3 |
| CONTEXTE GENERAL (LEGISLATIF, FINANCIER, TERRITORIAL) | 4 |
| I – CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL | 4 |
| II – LES ENGAGEMENTS DE L’EQUIPE MUNICIPALE..... | 7 |
| III SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE..... | 8 |
| III-1 La masse salariale..... | 8 |
| III.2 Les charges de personnel..... | 8 |
| Synthèse..... | 10 |
| IV – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : LA DETTE | 11 |
| IV-1 -Dette communale par année..... | 11 |
| IV-2 – Profil d’extinction de dette – Budget Communal..... | 12 |
| IV-3- Budgets consolidés et endettement | 13 |
| V – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : LA GESTION..... | 15 |
| V1 – Ratios budgétaires ville..... | 15 |
| V-2 – Capacités financières de la ville | 16 |
| VI – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : LES DOTATIONS..... | 18 |
| VI-1– Dotation globale de fonctionnement | 18 |
| VI-2 – Evolutions des dotations de l’Etat..... | 18 |
| VI-3 -Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales..... | 19 |
| VI-4 -Attribution de compensation..... | 19 |
| VI-5 - Situation en 2020 | 20 |
| VII-LA FISCALITE LOCALE | 21 |
| VII-1 – Taux communaux actuels | 21 |
| VII-2 – Bases locales | 21 |
| LES ORIENTATIONS 2021 | 23 |
| BUDGETS ANNEXES | 25 |

PREAMBULE

Conformément aux articles, **L. 2312-1**, L. 2312-2, L. 2312-3 du Code des Collectivités Territoriales, la tenue d'un **Rapport d'Orientations Budgétaires (R.O.B.)** est **obligatoire** dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Il se déroule dans les conditions fixées à l'article 22 du règlement intérieur de la Commune de Ferrières-en-Gâtinais (approuvé en séance de Conseil municipal du 12 novembre) et conformément à l'article L.2121-8 du CGCT.

Le ROB constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif et les Décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétise par le vote du Compte Administratif.

Ce rapport doit être présenté **dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Pour l'exercice 2021, le vote du budget est prévu le 24 mars 2021.**

Le ROB, institué par la loi NOTRe du 7 août 2015 (Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République), doit permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée plus précisément sur l'évolution de la situation financière de la Ville et sur les orientations poursuivies. Ce rapport comporte des dispositions relatives au contenu du débat, le formalisme restant à l'appréciation des collectivités.

Ainsi, le débat doit se tenir sur la base d'un rapport comprenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Les règles de transparence ont encore été renforcées par le décret du 24 juin 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission du ROB : ce rapport doit être transmis notamment au Représentant de l'Etat dans le Département et faire l'objet d'une publication sur le site de la Ville.

La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a introduit une nouveauté pour toutes les collectivités et leurs groupements concernés par un débat d'orientation budgétaire. S'agissant des communes de plus de 3 500 habitants, l'article 13 prévoit l'obligation, avec effet immédiat, d'une présentation des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, ainsi que sur l'évolution du besoin de financement annuel.

Rappelons que le ROB n'a pas vocation à se substituer au vote du budget qui recense l'ensemble des recettes et des dépenses. Le présent exposé contient les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil Municipal au cours de laquelle le Budget Primitif 2021 sera voté. De plus, il constitue une opportunité de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite de la municipalité.

Le Conseil Municipal est invité à débattre sur le ROB pour l'exercice 2021 et à prendre acte, par une délibération spécifique, de la tenue de ce débat et de l'existence de ce rapport.

CONTEXTE GENERAL (LEGISLATIF, FINANCIER, TERRITORIAL)

I – CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Compte-tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid-19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale pour 2021.

Dans le scénario « optimiste » du FMI et de la Commission Européenne du 6 mai 2020, les prévisions prévoient une contraction record de -7.5% de l'économie de l'UE en 2020 puis une croissance de 6% en 2021. Mais attention, une pandémie plus grave et plus durable pourrait entraîner une chute du PIB bien plus importante.

La loi de finance (LF) qui fixe le projet de budget 2021 a été présentée par le Gouvernement le 28 septembre 2020.

Après son vote au Parlement au cours du dernier trimestre 2020, la version définitive de la loi de finances a été publiée au Journal Officiel le 29 décembre 2020.

La LF 2021 est donc apparu dans un contexte mondial marqué par la crise sanitaire de la COVID-19. Les mesures sanitaires employées pour y faire face ont provoqué une sévère récession en France et dans le monde. Les mesures prises et notamment le confinement général ont conduit à une baisse drastique de la consommation et de la production.

L'INSEE, dans sa note de conjoncture de juin dernier, estime que l'activité aurait été inférieure de 16% au mois de mars, puis 29% en avril, 22% en mai et 12% au mois de juin.

Pour 2021, la LF table sur une prévision de croissance de +6%, un **déficit public à 8,5%** du PIB (après 11,3% en 2020) et une **dette publique à 122,4%** du PIB (après 119,8% en 2020).

Même si les projections de la Banque de France affichent une forte hausse l'année prochaine, le niveau d'activité « d'avant crise » ne sera pas retrouvé avant fin 2021 voire début 2022. L'inflation sera en conséquence très contenue.

En 2021, la LF confirme une stabilité globale des concours financiers de l'Etat qui devaient s'établir à 51,9 milliards d'euros.

- Dont 6,546 Mds€ de Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA),
- Dont 4,294 Mds de TVA affectée aux régions,
- Dont 0,250 Mds de sauvegarde des Département,
- **Dont 40,792 Mds d'autres concours.**

La dotation globale de fonctionnement (DGF) et les dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) resteront identiques à celles observées en 2020.

Dans la continuité des deux lois de finances précédentes, les efforts en faveur du redressement des comptes publics entamés dès le début du quinquennat se poursuivront en 2021. Le principe de stabilité des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est maintenu, avec **une enveloppe en légère augmentation de 4,8 Mds€ par rapport à l'année dernière.**

La dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements devrait être stabilisée à hauteur de 26,8 milliards d'euros. La DGF sera financée avec une enveloppe de 12,1 Milliards d'euros pour le bloc local et 8,5 Milliards d'euros pour les départements.

Les dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) augmenteront chacune de 90 millions d'euros et la DSIL s'élèvera à 570 millions d'euros. (La commune de Ferrières n'étant concernée que par la DSR)

Tout comme les années passées, cette hausse de la péréquation verticale sera toutefois financée à l'intérieur de la DGF par des redéploiements de crédits qui entraîneront de nouvelles baisses de la DGF pour une partie des communes.

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), qui correspond au remboursement aux collectivités d'une partie de la TVA (*Taux en vigueur : 16,404%*) de leurs investissements (et depuis 2016 de leurs dépenses d'entretien des équipements), va connaître une hausse d'environ 546 millions d'euros, pour atteindre les 6,546 milliards d'euros l'an prochain.

L'automatisation de la procédure, compte tenu de la complexité technique que recouvre sa mise en œuvre sera inscrite dans la LF 2022.

Quant au Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC), rappelons qu'il a été mis en place en 2012 et que le mécanisme a été maintenu depuis 2016 à 1 milliard d'euros. Les collectivités du bloc communal contribuent à ce fonds selon leur niveau de potentiel financier afin d'en reverser le montant à d'autres moins favorisées ; en 2019, alors que les ressources fiscales du bloc communal progressent, la part prélevée au titre du FPIC est en légère baisse pour les collectivités contributrices, à savoir 1,58 % des ressources fiscales prélevées, contre 1,64 % en 2017 et 1,61 % en 2018.

Les collectivités locales connaîtront, en 2021, l'entrée en vigueur d'un nouveau schéma de financement pour donner suite à la suppression progressive de la taxe d'habitation pour l'ensemble des ménages.

Pour rappel : 80% des foyers ne paient plus la TH, les 20% restants verront disparaître cet impôt en 2023. Dès 2021, la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties sera transférée aux communes selon un « coefficient correcteur » ayant pour but la neutralisation des sous-compensations et sur compensations. Les EPCI et les départements récupéreront une partie de la TVA. Les régions se verront aussi attribuer une dotation de 293 millions d'euros.

Les compensations d'exonérations de taxe d'habitation du bloc communal sont supprimées en lien avec la réforme de la taxe d'habitation. Elles sont intégrées dans le produit de taxe d'habitation à remplacer par la taxe sur le foncier bâti départementale récupérée.

Les dotations concernées par une baisse en 2021 sont :

- La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) régionale (-7,5M€) et départementale(-5M€)
- La dotation des départements et des régions regroupant toutes les compensations d'exonérations perçues avant 2011/réforme de la TP (respectivement -20M€ et -17,5M€)

La DCRTP du bloc communal est maintenue.

Le montant du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) mis en répartition en 2021 est maintenu au même niveau qu'en 2019 et 2020, soit 284M€.

A noter que les collectivités locales se verront retirer la faculté d'augmenter la taxe locale sur la consommation finale d'électricité. La France de la directive européenne, cette taxe sera ainsi « centralisée ». Elle devient une quote-part de la taxe nationale sur l'électricité (substitution à l'impôt local) sans pouvoir de taux. Les collectivités conserveront le produit de cette taxe.

MESURES GENERALES :

- **Choisir une croissance verte**

La priorité du Gouvernement est donnée à la rénovation énergétique des logements avec le dispositif « MaPrimRénov » mais également à la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés

Le plan de relance consacre 4 Md€ à la rénovation énergétique dont 1Md€ au bloc communal.

Objectif : Favoriser la mobilité verte par l'achat de véhicules propres et le développement des énergies renouvelables dans les transports, accélération du plan vélo ; soutien à l'économie circulaire ;

Présenté en même temps que la LF pour 2021, le Gouvernement dévoile le premier « budget vert », une première mondiale.

Ceci sous-entend une nouvelle classification des dépenses (budgétaires comme fiscales) en fonction de leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental, permettant d'évaluer la comptabilité du budget aux engagements de la France, en particulier l'accord de Paris.

- **Renforcer la compétitivité**

Baisse des impôts de production : la Contribution Economique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;

Cette baisse bénéficiera aux entreprises industrielles et facilitera la croissance des PME et ETI, principales sources de créations d'emplois dans les territoires ;

Pour le bloc communal, le Gouvernement prévoit une compensation intégrale et dynamique des impôts de production.

- **Soutenir l'emploi et les compétences et garantir la cohésion sociale et territoriale**

Aide aux employeurs de contrats de professionnalisation et d'apprentissage.

Le coût total de ces aides est de 2 Md€, dont 1.4 Md€ en 2021, correspondant à l'embauche de 283 000 apprentis et 110 000 contrats de professionnalisation.

L'aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans (attribuée aux entreprises quelque soient leur taille).

- **Poursuivre la mise en œuvre des priorités du quinquennat**

Objectif : Réarmer les missions régaliennes et stratégiques de l'Etat par un renforcement de la justice de proximité ; par une refonte et une revalorisation du métier d'enseignant ; par une lisibilité des moyens alloués à la recherche ;

Objectif : Transformer l'action publique en poursuivant la suppression des taxes à faible rendement ; en stabilisant les effectifs de l'Etat et de ses opérateurs.

II – LES ENGAGEMENTS DE L'EQUIPE MUNICIPALE

Le projet de Budget Primitif 2021 devra intégrer l'ensemble des contraintes et orientations gouvernementales citées précédemment, notamment dans le cadre de la Loi de Finances 2021, mais aussi prendre en compte la situation financière locale.

Pour l'élaboration de ce BP 2021, la ligne directrice sera de présenter un budget de continuité, dans le souci constant du respect des engagements municipaux.

La priorité sera donnée au financement des opérations en cours et aux engagements contractuels en résultant.

De plus, le mode de gestion volontariste et rigoureux appliqué depuis plusieurs années a permis de conserver une situation financière de la Ville satisfaisante, en dépit des réformes et malgré une diminution inévitable des marges de manœuvre.

Les élus maintiennent leur volonté de respecter leurs engagements électoraux, à savoir :

- ne pas augmenter les taux des trois taxes locales (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties),
- Maitriser le mieux possible le programme d'investissement et la politique de qualité du service public et en maintenant le niveau des prestations proposées aux Ferriérois,
- Rechercher systématique de subventions pour dégager des marges sur l'investissement,
- Ajuster les dépenses au plus près des besoins réels et des réalisations précédentes,

Les mesures d'économies mises en place précédemment et amplifiées par de bonnes pratiques devront encore se poursuivre ; une vigilance toujours accrue s'imposera concernant les dépenses courantes de fonctionnement, principal levier pour préserver la capacité d'autofinancement nécessaire aux investissements

Ils ont pour objectif de maintenir, voire améliorer, la qualité du service public et des prestations proposées aux ferrierois.

Face aux incertitudes sur la réforme de la fiscalité locale et aux inévitables augmentations des dépenses telles que les tarifs des énergies, la seule option est de poursuivre avec détermination et bon sens les nombreux efforts d'économies et les bonnes pratiques de vigilance au quotidien dans tous les domaines, en réduisant ou en reportant les achats non indispensables.

III SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

III-1 LA MASSE SALARIALE

A LE PERSONNEL COMMUNAL

Les charges de personnel représentent l'un des premiers postes de dépenses de la collectivité.

En 2021, un budget de 2 100 000€ est prévu pour un effectif global sur l'année d'environ 58 agents.

Depuis plusieurs années, la commune de Ferrières en Gâtinais a engagé une démarche d'économie et de gestion optimisée de ses ressources afin de faire baisser le niveau de ses dépenses de fonctionnement.

Les demandes d'embauche, même ponctuelles, sont systématiquement justifiées et validées en amont par l'autorité territoriale. Les propositions d'avancement, de grade et de promotion interne sont faites prioritairement dans l'intérêt du service et en cohérence avec l'organisation de celui-ci.

Le budget 2021 a été préparé à partir des postulats détaillés ci-dessous.

Contexte propre à la collectivité :

- Maintien de l'effectif permanent actuel,
- Maintien des crédits de remplacement de personnels absents et occasionnels ;
- Régime indemnitaire à taux maintenus depuis la transposition au RIFSEEP (Mise en place au 1^{er} avril 2020)
- Crédits de formation maintenus à un niveau significatif pour tenir compte d'un rattrapage à effectuer concernant nombre de formations obligatoires (CACES).

III.2 LES CHARGES DE PERSONNEL

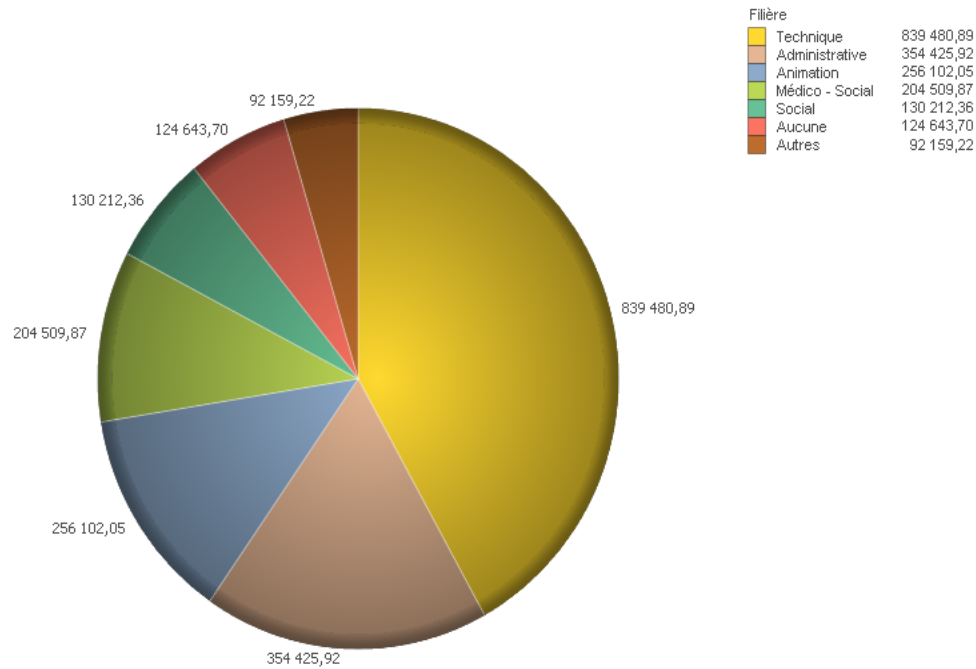
Les charges de personnel représentent l'un des premiers postes de dépenses de la collectivité, soit 60 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Le chapitre 012 correspond à la masse salariale de la commune.

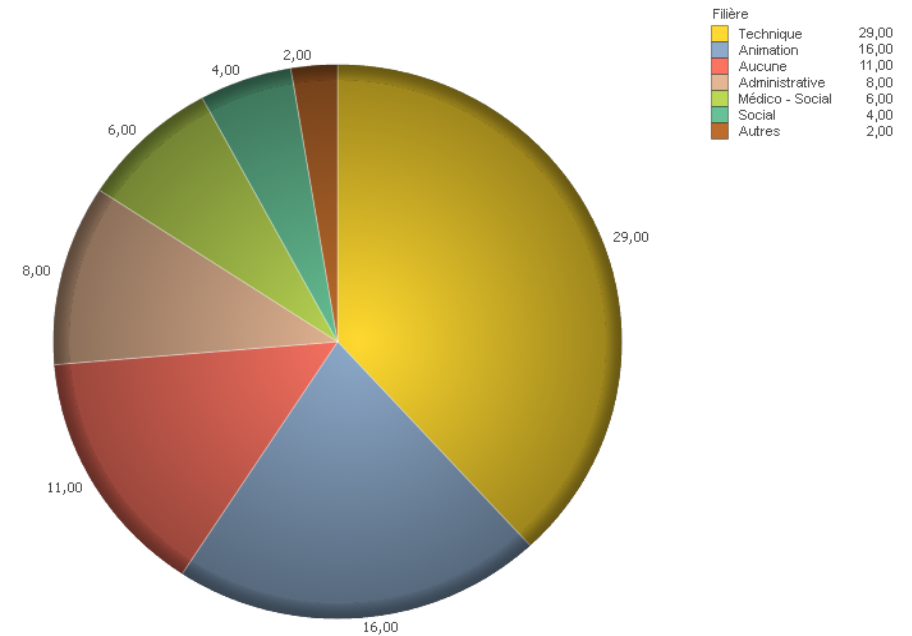
| Désignation | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020* |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Total Général des dépenses de fonctionnement (a) (Ordre + Réel) | 3 792 926,06 | 3 766 492,40 | 3 718 675,51 | 3 558 791,92 | 3 727 272,52 | 3 940 444,67 | 3 795 705,07 |
| opérations d'ordre (b) | 229 623,51 | 183 749,67 | 343 957,99 | 252 693,41 | 430 723,43 | 701 739,49 | 747 887,66 |
| Base de calcul pour déterminer le ratio d= (a-b) | 3 563 302,55 | 3 582 742,73 | 3 374 717,52 | 3 306 098,51 | 3 296 549,09 | 3 238 705,18 | 3 047 817,41 |
| Charges de personnel | 2 161 393,25 | 2 156 898,26 | 2 076 436,36 | 2 100 408,79 | 2 011 377,09 | 2 001 008,96 | 1 995 865,72 |
| Remboursement Lié à la mise à disposition de personnel | 29 169,60 | 20 551,00 | 21 859,95 | 51 451,75 | 130 631,66 | 121 205,75 | 160 305,61 |
| Remboursement CUI (MSA-ASP) | 33 275,00 | 45 878,04 | 80 929,26 | 85 292,39 | 25 727,65 | - | |
| Charges de personnel | 2 098 948,65 | 2 090 469,22 | 1 973 647,15 | 1 963 664,65 | 1 855 017,78 | 1 879 803,21 | 1 835 560,11 |
| Taux d'évolution des charges de personnel par année | | -0,40% | -5,59% | -0,51% | -5,53% | 1,34% | -2,35% |
| Ratios = e / d Charges de personnel /base de calcul | 59% | 58% | 58% | 59% | 56% | 58% | 60% |

BILAN 2020- MASSE SALARIALE ET REPARTITION

Masse salariale 2020 pour tous les emplois



Effectif physique 2020 pour tous les emplois



Synthèse

Pour ce qui concerne le chapitre 012 annuel, celui-ci se compose depuis 2016 de la masse salariale de la Ville, majorée de la facturation liée à la mutualisation mise en place précédemment

Il est rappelé que ce principe ne vaut pas un acquis pour les mutualisations futures éventuelles.

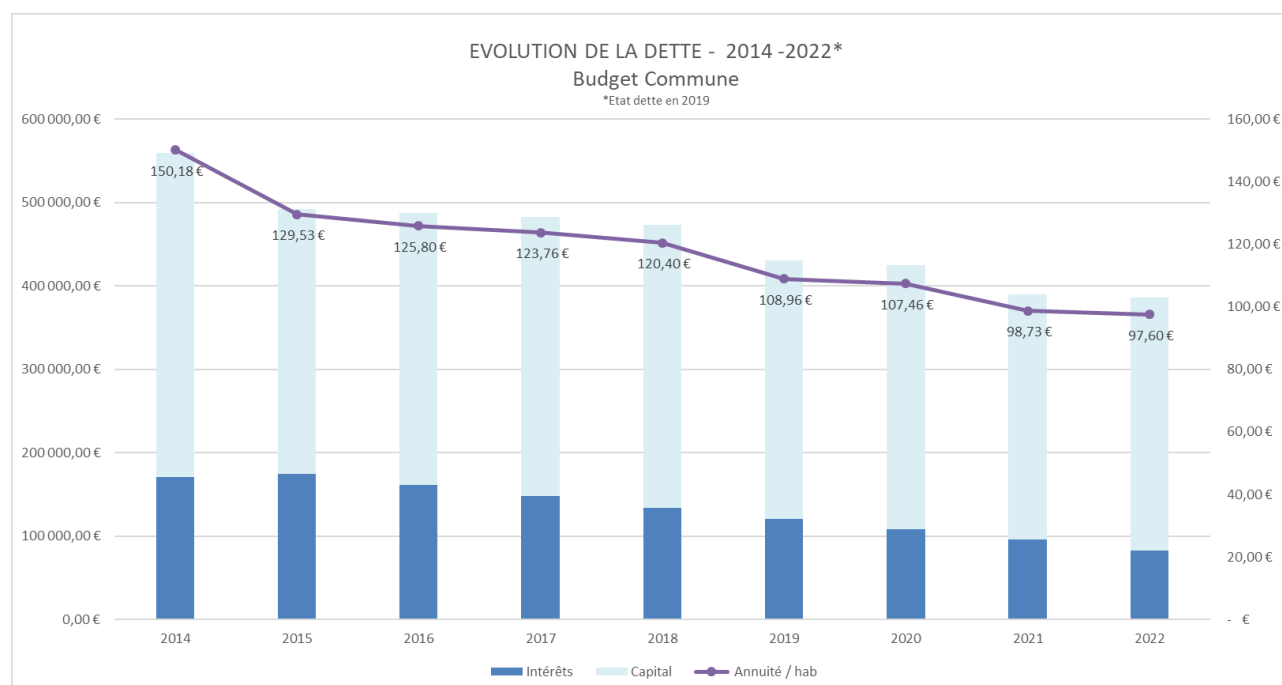
IV – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : la dette**IV-1 -Dette communale par année**

| BUGET COMMUNE | Date d'obtention | taux | Durée - Mois | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2 025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|------------------|-------|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| CONSTRUCTION DES ATELIERS | 23/02/2007 | 4,15% | 240 | 51 149,67 | 49 466,61 | 47 783,55 | 46 117,79 | 44 417,45 € | 42 734,39 | 41 051,34 | 0,00 |
| FINANCEMENT INVESTISSEMENTS | 23/01/2012 | 4,56% | 192 | 115 563,90 | 115 563,90 | 115 563,90 | 115 563,90 | 115 563,90 € | 115 563,90 | 115 563,90 | 0,00 |
| PRET CE VALORISATION DU PATRIMOINE | 24/07/2012 | 4,80% | 180 | 69 877,32 | 67 281,77 | 64 686,22 | 62 115,55 | 59 495,10 € | 56 899,55 | 40 970,87 | 0,00 |
| INVESTISSEMENT 2013 (VOIES DOUCES 1% | 23/08/2013 | 3,29% | 180 | 66 165,65 | 64 386,32 | 62 645,15 | 60 903,98 | 59 181,89 € | 57 421,64 | 55 680,47 | 53 939,25 |
| ACQUISITION DE LA POSTE-2 | 12/11/2003 | 4,65% | 240 | 17 498,10 | 17 498,10 | 17 498,10 | 0,00 | - € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EXTENSION MAIRIE & REHABILITATION MAISON | 25/09/2003 | 4,71% | 300 | 68 138,28 | 68 138,28 | 68 138,28 | 68 138,28 | 68 138,28 € | 68 138,28 | 68 138,28 | 68 138,28 |
| PRET RUE des ROCHES+CENTRE VILLE | 24/07/2012 | 4,80% | 180 | 1 586,26 | 3 196,39 | 3 228,46 | 812,17 | - € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total Annuite | | | | 389 979,18 | 385 531,37 | 379 543,66 | 353 651,67 | 346 796,62 € | 340 757,76 | 321 404,86 | 122 077,53 |

| BUDGET COMMUNE | Annuité | Intérêts | Capital | Capital restant dû |
|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|
| 2014 | 559 275.03 € | 170 557.18 € | 388 717.85 € | 4 590 133.25 € |
| 2015 | 491 830.09 € | 174 396.08 € | 317 434.01 € | 4 201 415.40 € |
| 2016 | 486 957.13 € | 161 288.73 € | 325 668.40 € | 3 883 981.39 € |
| 2017 | 482 297.28 € | 147 950.90 € | 334 346.38 € | 3 558 312.99 € |
| 2018 | 473 522.31 € | 134 399.56 € | 339 122.75 € | 3 223 966.61 € |
| 2019 | 430 394.32 € | 120 552.80 € | 309 841.52 € | 2 884 843.86 € |
| 2020 | 424 463.61 € | 108 376.18 € | 316 087.43 € | 2 575 002.34 € |
| 2021 | 389 979.18 € | 95 768.97 € | 294 210.21 € | 2 258 914.91 € |
| 2022 | 385 531.37 € | 82 870.32 € | 302 661.05 € | 1 964 704.70 € |
| 2023 | 379 543.66 € | 69 691.63 € | 309 852.03 € | 1 662 043.65 € |
| 2024 | 353 651.67 € | 56 221.74 € | 297 429.93 € | 1 352 191.62 € |
| 2025 | 346 796.62 € | 43 151.68 € | 303 644.94 € | 1 054 761.69 € |
| 2026 | 340 757.76 € | 29 758.57 € | 310 999.19 € | 751 116.75 € |
| 2027 | 321 404.86 € | 16 042.30 € | 305 362.56 € | 440 117.56 € |
| 2028 | 122 077.53 € | 4 224.28 € | 117 853.25 € | 134 755.00 € |

BUDGET COMMUNE

IV-2 – Profil d’extinction de dette – Budget Communal



IV-3- BUDGETS CONSOLIDES ET ENDETTEMENT

Le **budget consolidé** consiste à tenir compte dans un **budget** d'une entité l'ensemble des sociétés ou structures lui appartenant.

A ce stade, la rétrospective prend en compte le budget principal mais également ses budgets annexes non autonomes (Camping, Eau et Assainissement)

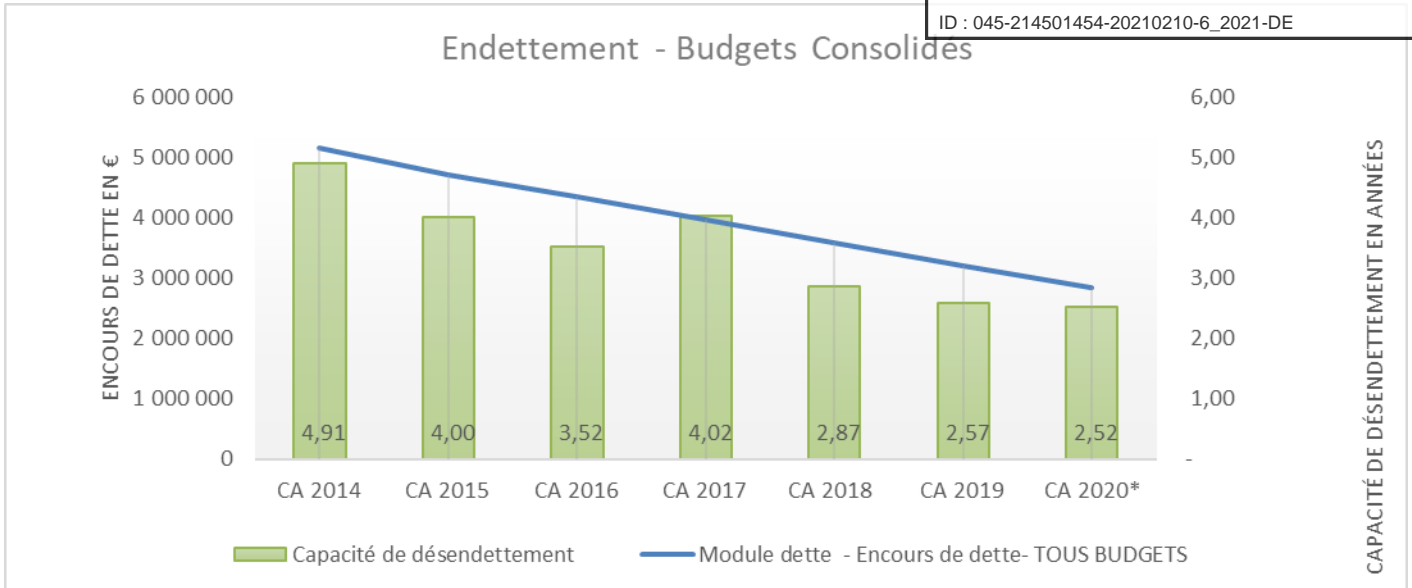
| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020* |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de gestion - Commune | 4 468 075 | 4 547 151 | 4 335 353 | 4 199 372 | 4 321 869 | 4 239 195 | 3 987 756 |
| Recettes de gestion - Camping | 47 222 | 43 792 | 52 613 | 77 993 | 62 884 | 61 949 | 50 363 |
| Recettes de gestion - Eau | 146 662 | 177 896 | 177 680 | 143 292 | 152 079 | 239 379 | 195 866 |
| Recettes de gestion - Assainissement | 150 731 | 165 256 | 235 073 | 71 711 | 225 147 | 142 845 | 142 031 |
| recette de Gestion - Consolidées | 4 812 689 | 4 934 095 | 4 800 719 | 4 492 368 | 4 761 978 | 4 683 368 | 4 376 016 |
| Dépenses de gestion - Commune | 3 393 789 | 3 318 989 | 3 203 421 | 3 143 159 | 3 162 697 | 3 110 252 | 2 912 723 |
| Dépenses de gestion - Camping | 45 093 | 41 508 | 48 169 | 76 458 | 74 385 | 76 540 | 50 719 |
| Dépenses de gestion - Eau | 125 399 | 120 692 | 137 821 | 121 432 | 123 450 | 111 743 | 141 877 |
| Dépenses de gestion - Assainissement | 15 224 | 24 789 | 15 505 | 16 426 | 15 857 | 19 397 | 31 942 |
| Depense de gestion Consolidées | 3 579 505 | 3 505 978 | 3 404 916 | 3 357 475 | 3 376 389 | 3 317 932 | 3 137 261 |
| Epargne de gestion | 1 233 184 | 1 428 117 | 1 395 803 | 1 134 893 | 1 385 589 | 1 365 436 | 1 238 754 |
| <i>Produits financiers Commune</i> | 19 | 14 | 13 | 12 | 11 | 11 | 10 |
| <i>Produits financiers camping</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Produits financiers Eau</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Produits Financiers assainissement</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits financiers Consolidés | 19 | 14 | 13 | 12 | 11 | 11 | |
| <i>Charges financières commune</i> | 170 432 | 243 113 | 155 016 | 141 403 | 127 705 | 115 384 | 99 536 |
| <i>Charges financières Camping</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Charges Financiere Eau</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Charges Financiere Assainissement</i> | 9 674 | 9 100 | 8 457 | 7 178 | 7 224 | 5 492 | 7 342 |
| Charges Financières Consolidées | 180 105 | 252 214 | 163 474 | 148 581 | 134 929 | 120 876 | 106 879 |
| Epargne brute | 1 053 098 | 1 175 918 | 1 232 342 | 986 324 | 1 250 671 | 1 244 572 | 1 131 876 |
| <i>Résultats financiers Commune</i> | -170 413 | -243 099 | -155 003 | -141 391 | -127 694 | -115 373 | -99 526 |
| <i>Résultats financiersCamping</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Résultats financiers Eau</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Résultats financiers assainissement</i> | -9 674 | -9 100 | -8 457 | -7 178 | -7 224 | -5 492 | -7 342 |
| Résultats financiers Consolidés | -180 086 | -252 200 | -163 460 | -148 569 | -134 918 | -120 865 | -106 869 |
| <i>Résultats exeptionnels commune</i> | 35 857 | 11 225 | 137 653 | 68 651 | 41 763 | 368 175 | 200 817 |
| <i>Résultats exeptionnels Camping</i> | 3 | 0 | 11 070 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| <i>Résultats exeptionnels Eau</i> | 40 004 | 0 | 5 500 | 1 539 | 0 | 0 | 10 744 |
| <i>Résultats exeptionnels Assainissement</i> | -3 192 | 0 | -1 500 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultats exeptionnels Consolidées | 72 672 | 11 225 | 152 723 | 70 190 | 41 763 | 368 176 | 211 561 |
| <i>Remboursement Dette Commune</i> | 327 819 | 317 534 | 326 124 | 335 498 | 340 501 | 314 497 | 317 087 |
| <i>Remboursement Capital Dette Camping</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Remboursement Capital Dette Eau</i> | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 |
| <i>Remboursement Capital Dette Assainissement</i> | 62 520 | 56 146 | 39 844 | 40 469 | 36 091 | 32 699 | 41 559 |
| Remboursement Dette du Capital | 397 535 | 380 876 | 373 164 | 383 162 | 383 788 | 354 391 | 365 842 |
| Epargne Nette | 548 149 | 554 067 | 848 441 | 524 782 | 773 729 | 1 137 492 | 870 726 |
| Module dette - Encours de dette- TOUS BUDGETS | 5 167 241 | 4 708 807 | 4 341 207 | 3 968 499 | 3 586 488 | 3 204 079 | 2 850 268 |
| Capacité de désendettement | 4,91 | 4,00 | 3,52 | 4,02 | 2,87 | 2,57 | 2,52 |

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. **(Capacité au regard du budget consolidé (Budget principal + Budgets Annexes))**

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une **mesure de la solvabilité financière des collectivités** locales et exprime le nombre d'années d'épargne brute nécessaires pour rembourser la dette en capital au 1/01.

La commune est considérée en zone verte selon la doctrine financière (Zone verte jusqu'à moins de 10 ans).

Le ratio qui diminue de façon stable et progressive à 2,52 en 2020 fait état de la bonne gestion financière des emprunts par la commune.



V – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : LA GESTION

V1 – Ratios budgétaires ville

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République :

| Ratio par habitant | Euros par habitant 2014 | Euros par habitant 2015 | Euros par habitant 2016 | Euros par habitant 2017 | Euros par habitant 2018 | Euros par habitant 2019 | Euros par habitant 2020 | Moyenne strate 3500 à 5000 hab* |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement -Ratio 1 | 960 | 944 | 872 | 848 | 838 | 823 | 770 | 836 |
| Produit des impositions directes - Ratio 2 | 624 | 620 | 595 | 593 | 592 | 597 | 572 | 452 |
| Recettes réelles de fonctionnement - Ratio 3 | 1213 | 1206 | 1160 | 1101 | 1111 | 1175 | 1070 | 1019 |
| Dépenses d'équipement brut - Ratio 4 | 335 | 352 | 161 | 268 | 248 | 393 | 563 | 292 |
| Encours de la dette - Ratio 5 | 1233 | 1107 | 1003 | 913 | 820 | 733 | 655 | 785 |
| Dotation globale de fonctionnement - Ratio 6 | 395 | 364 | 313 | 290 | 318 | 345 | 378 | 151 |
| Ratio en pourcentage | | | | | | | | |
| Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement - Ratio 7 | 59% | 58% | 58% | 59% | 56% | 58% | 60% | 53,0% |
| Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement - Ratio 9 | 86% | 85% | 82% | 85% | 83% | 77% | 80% | 89,9% |
| Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement Ratio 10 | 27,64% | 29,22% | 13,89% | 24,37% | 22,35% | 33,44% | 52,61% | 28,6% |
| Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 102% | 92% | 87% | 83% | 74% | 62% | 69% | 76,7% |

*Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGCL.
 Les montants sont calculés hors gestion active de la dette. Champ : France métropolitaine.

V-2 – Capacités financières de la ville

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020* |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de gestion | 4 468 075 | 4 547 151 | 4 335 353 | 4 199 372 | 4 321 869 | 4 239 195 | 3 987 231 |
| <i>Produits des services</i> | 673 094 | 620 489 | 598 177 | 635 211 | 738 877 | 674 400 | 531 385 |
| <i>Impôts et taxes</i> | 2 322 809 | 2 355 570 | 2 302 927 | 2 310 117 | 2 328 590 | 2 346 053 | 2 249 928 |
| <i>Dotations et participations</i> | 1 229 399 | 1 355 235 | 1 203 569 | 1 021 281 | 1 036 823 | 999 306 | 997 202 |
| <i>Autres recettes</i> | 224 046 | 204 601 | 195 331 | 231 793 | 209 948 | 215 159 | 206 584 |
| <i>Atténuations de charges</i> | 18 727 | 11 256 | 35 348 | 970 | 7 629 | 4 278 | 2 133 |
| Dépenses de gestion | 3 393 789 | 3 318 989 | 3 203 421 | 3 143 159 | 3 162 697 | 3 110 252 | 2 912 723 |
| <i>Charges à caractère général</i> | 932 623 | 886 122 | 845 558 | 763 053 | 872 979 | 825 912 | 743 066 |
| <i>Charges de personnel</i> | 2 161 393 | 2 156 898 | 2 076 436 | 2 100 409 | 2 011 377 | 2 001 009 | 1 995 816 |
| <i>Atténuations de produits</i> | 16 249 | 21 521 | 24 722 | 37 311 | 36 349 | 31 860 | 32 561 |
| <i>Autres charges de gestion courante</i> | 283 524 | 254 448 | 256 705 | 242 387 | 241 992 | 251 470 | 141 280 |
| Épargne de gestion | 1 074 286 | 1 228 162 | 1 131 932 | 1 056 213 | 1 159 171 | 1 128 944 | 1 074 508 |
| <i>Produits financiers</i> | 19 | 14 | 13 | 12 | 11 | 11 | 10 |
| <i>Charges financières</i> | 170 432 | 243 113 | 155 016 | 141 403 | 127 705 | 115 384 | 99 536 |
| <i>Résultat financier</i> | -170 413 | -243 099 | -155 003 | -141 391 | -127 694 | -115 373 | -99 526 |
| <i>Résultats financier - Dette projetée</i> | | | | | | | |
| <i>Produits exceptionnels</i> | 47 654 | 31 865 | 153 933 | 90 187 | 47 910 | 381 269 | 218 601 |
| <i>Charges exceptionnelles</i> | 11 796 | 20 640 | 16 280 | 21 536 | 6 146 | 13 094 | 17 784 |
| <i>Résultat exceptionnel</i> | 35 857 | 11 225 | 137 653 | 68 651 | 41 763 | 368 175 | 200 817 |
| Épargne brute (Hors Exeptionnel) | 903 873 | 985 063 | 976 929 | 914 822 | 1 031 477 | 1 013 571 | 974 982 |
| Taux d'épargne brute | 20% | 22% | 22% | 21% | 24% | 22% | 23% |
| <i>Remboursement du capital de la dette</i> | 327 819 | 317 534 | 326 124 | 335 498 | 340 501 | 314 497 | 317 087 |
| <i>Emprunt nouveau</i> | | | | | | | |
| Épargne nette | 576 054 | 667 529 | 650 805 | 579 324 | 690 976 | 699 074 | 657 895 |

*CA Provisoire

Les Soldes intermédiaires de gestion

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

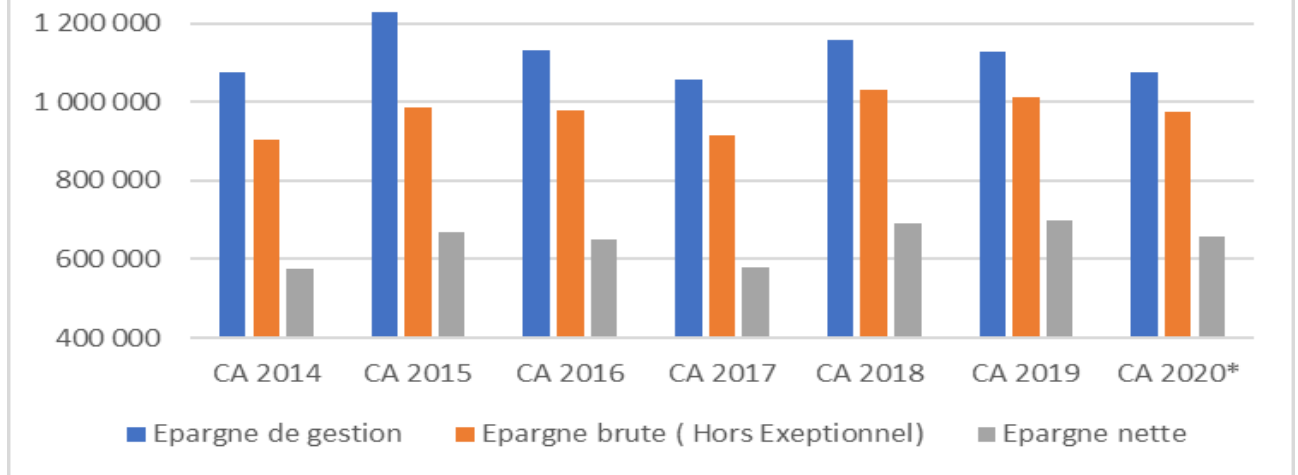
Épargne de gestion = Elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Épargne brute = Elle correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette). L'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice. Elle s'assimile à la « Capacité d'autofinancement » (CAF) utilisée en comptabilité privée.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

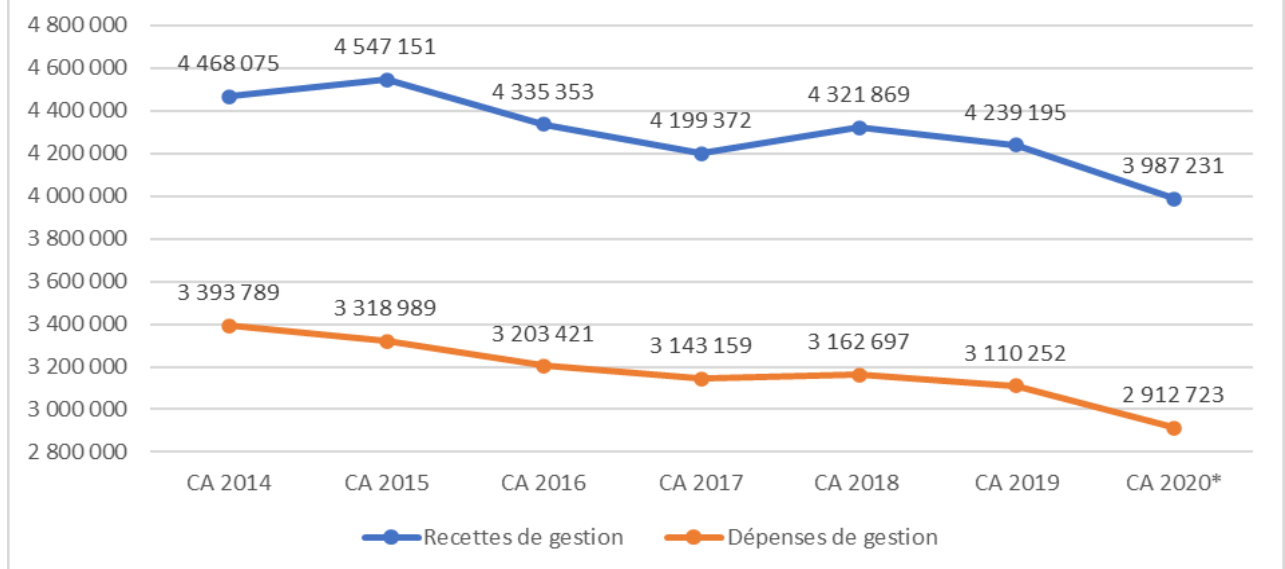
Épargne nette = Elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

EVOLUTION DES EPARGNES



*CA Provisoire

EVOLUTION DEPENSES ET RECETTES DE GESTION



VI – SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE : LES DOTATIONS**VI-1– Dotation globale de fonctionnement (DGF)**

Conformément à la Loi de Finances 2021, prévoyant la stabilisation du montant global ainsi que la non-modification du calcul de la dotation forfaitaire, la DGF (*Dotation Globale de Fonctionnement*) de la commune, qui n'est plus impactée par la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) depuis 2018, connaîtra toutefois une nouvelle baisse pour 2021 au titre de la péréquation (répartition dynamiques population/richesses).

Toutefois, pour les prévisions du calcul de la dotation forfaitaire de la DGF, il faut tenir compte des composantes « écrêtement » et « population ».

Plafonné à 1% des Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF) du compte de gestion concerné, l'écrêtement tient compte de la population mais surtout du rapport entre le potentiel fiscal par habitant de la commune et 0,75 fois le potentiel fiscal moyen par habitant (2018 : 468,15 au niveau national).

Dans l'attente de la réforme de la DGF (*Dotation Globale de Fonctionnement*), et conformément à la décision du Gouvernement de diviser par deux l'effort sollicité auprès des Collectivités au titre de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP), **le Budget 2021 de la Ville se verra doter d'une prévision de DGF à hauteur d'environ 247 000 Euros (contre environ 250 000 € inscrite en 2020).**

| Euros (€) | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TOTAL PERTES |
|--|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------|
| DGF | 486 865 | 402 961 | 314 349 | 264 576 | 260 685 | 252 744 | 247 456 | |
| <i>Diminution annuelle en chiffres</i> | - 36 269 | - 83 904 | - 88 612 | - 49 773 | - 3 891 | - 7 941 | - 5 288 | - 279 640 |
| <i>Diminution Annuelle en %</i> | -7% | -17% | -22% | -16% | -1% | -3% | -2% | |
| <i>Diminution cumulée depuis 2012</i> | - 39 775 | - 123 679 | - 212 291 | - 262 064 | - 265 955 | - 273 896 | - 275 678 | -1 456 844 |
| <i>Diminution Total Depuis 2012</i> | -8% | -23% | -40% | -50% | -51% | -52% | -53% | |

VI-2 – Evolutions des dotations de l'Etat

| Euros (€) | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021* |
|--------------------------------------|----------|----------|----------|----------|---------|---------|---------|---------|
| DGF | 486 865 | 402 961 | 314 349 | 264 576 | 260 685 | 252 744 | 247 456 | 247 000 |
| DSR | 149 035 | 169 527 | 186 810 | 206 800 | 223 283 | 231 131 | 243 959 | 243 000 |
| DNP | 35 769 | 35 345 | 42 414 | 49 708 | 56 124 | 50 512 | 51 916 | 50 500 |
| Total | 671 669 | 607 833 | 543 573 | 521 084 | 540 092 | 534 387 | 543 331 | 540 500 |
| <i>Variation annuelle</i> | - 30 151 | - 63 836 | - 64 260 | - 22 489 | 19 008 | - 5 705 | 8 944 | - 2 831 |
| Pourcentage de la variation annuelle | -7% | -17% | -22% | -16% | -1% | -3% | -2% | 0% |

*Estimation 2021

VI-3 -Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales

Il s'agit d'un **mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal**.

Il consiste à prélever une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités pour **la reverser à des collectivités moins favorisées**.

Entré en vigueur en 2012, il est monté progressivement en puissance.

Quant au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), qui était de 780 millions en 2015 (150 000€ en 2012), de 1 milliard en 2016 et 2017, il n'a pas augmenté depuis 2018.

La CC4V et les communes qui la composent sont contributrices à ce fonds.

| EVOLUTION FPIC | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019* | 2020 | 2021 |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| | 12 745 | 12 745 | 16 334 | 33 424 | 29 030 | 31 174 | 32 561 | 32 500,00 |
| | | 0% | 28% | 105% | -13% | 7% | 4% | 0% |

**Estimation 2021*

VI-4 -Attribution de compensation

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU).

Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

| EVOLUTION ATTRIBUTION COMPENSATION | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019* | 2020 | 2021* |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 647 545,00 | 647 545,00 | 605 132,00 | 547 729,00 | 547 729,00 | 529 988,00 | 408 427,00 | 408 427,00 |
| | | 0% | -7% | -9% | 0% | -3% | -23% | 0% |

**Estimation 2021*

La baisse de l'AC en 2019 s'explique par la reprise par la CC4V :

- des charges de voirie de la zone d'activités « Le Bois Carré »
- des charges de gestion du périscolaire suite à la réforme des rythmes scolaires. (Accueil périscolaire le mercredi)

En 2020, la CC4, a repris à sa charge la contribution au SDIS : cela explique la diminution importante de l'AC dans le cadre des prévisions budgétaires.

VI-5 - Situation en 2020

Ces résultats, encore provisoires, sont des données essentielles qui serviront de base pour bâtir le budget primitif 2021

Les résultats de 2019 sont également indiqués pour rappel.

| RESULTATS PREVISIONNELS | 2019 | 2019 | 2019 | 2020 | 2020 | 2020 |
|-------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|----------------|
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Dépenses | 3 940 469,65 € | 2 011 243,08 € | 5 951 712,73 € | 3 710 275,86 € | 1 402 871,17 € | 5 113 147,03 € |
| Recettes | 4 770 394,49 € | 1 276 155,38 € | 6 046 549,87 € | 4 341 025,52 € | 2 419 005,04 € | 6 760 030,56 € |
| Résultats | 829 924,84 € | -735 087,70 € | 94 837,14 € | 630 749,66 € | 1 016 133,87 € | 1 646 883,53 € |
| Excédent N-1 | 1 568 783,58 € | | 1 568 783,58 € | 1 474 085,89 € | | 1 474 085,89 € |
| Déficit N-1 | | 263 191,87 € | 263 191,87 € | | 998 279,57 € | 998 279,57 € |
| Résultat | 2 398 708,42 € | -998 279,57 € | 1 400 428,85 € | 2 104 835,55 € | 17 854,30 € | 2 122 689,85 € |
| RAR Dépenses | | 337 194,96 € | 337 194,96 € | | 1 532 326,22 € | 1 532 326,22 € |
| RAR Recettes | | 410 852,00 € | 410 852,00 € | | 178 998,41 € | 178 998,41 € |
| Résultat net | 2 398 708,42 € | -924 622,53 € | 1 474 085,89 € | 2 104 835,55 € | -1 335 473,51 € | 769 362,04 € |
| | 2020 | 2020 | 2020 | 2021 | | |
| 002 | 1 474 085,89 € | | 1 474 085,89 € | 769 362,04 € | | 769 362,04 € |
| 001 | | 998 279,57 € | 998 279,57 € | | -17 854,30 € | -17 854,30 € |
| 1068 | | 924 622,53 € | 924 622,53 € | | 1 335 473,51 € | 1 335 473,51 € |

VII-LA FISCALITE LOCALE

VII-1 – Taux communaux actuels

Les taux des différentes taxes communales sont inchangés depuis plus de 10 ans

- Taxe d'habitation : **11,88 %**
- Taxe Foncière sur les propriétés bâties : **28,63 %**
- Taxe sur les propriétés non bâties : **48,96 %**

Conformément au programme électoral, le taux des différentes taxes communales restera inchangé en 2021 dans le respect des engagements de la municipalité.

VII-2 – Bases locales

La réforme de la taxe d'habitation engagée en 2020 sur les résidences principales se poursuivra avec l'entrée dans la réforme en 2021 des 20 % de ménages les plus aisés.

Ainsi, ces ménages profiteront d'un premier dégrèvement de 30 % jusqu'à l'exonération totale à l'automne 2023.

Dans ce cadre et afin d'éviter des conséquences néfastes, les effets de la réforme de la fiscalité locale sur les indicateurs de calcul des dotations seront « *neutralisés* ».

Le coût global de l'opération est estimé à 20 milliards d'euros. Le gouvernement s'est engagé à compenser à l'euro près la perte de recettes des collectivités locales via un mécanisme de dégrèvement au moins jusqu'en 2020, ce qui met les collectivités dans une situation forte d'insécurité financière, en sus de la perte de marge de manœuvre fiscale.

Concernant l'actualisation forfaitaire des bases fiscales, les données de l'Indice des Prix à la consommation harmonisé (IPCH) de septembre 2020 laissent apparaître une estimation provisoire d'actualisation forfaitaire proche de 0, autrement dit les bases ne seront pas revalorisées. (Pour rappel augmentation de 2,2% en 2019, 0,9% en 2020).

Il convient de noter que l'Etat pourrait engager un travail de refonte véritable des bases locatives, une fois la réforme de la TH totalement achevée, à partir de 2023.

Concernant l'année 2021, et à la suite de la mise en place du nouveau schéma de répartition des recettes fiscales **notamment la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, son remplacement par le produit de la TFPB du département entrainera la perception par les communes d'un produit supplémentaire qui ne coïncidera jamais à l'euro près au montant de la taxe d'habitation perdue.**

Conformément à l'engagement pris d'une compensation à l'euro près des collectivités, un dispositif d'équilibrage reposant sur un « coefficient correcteur » sera mis en place afin de corriger les écarts de produits. Il s'appliquera chaque année au produit de la TFPB de la commune tel que résultant des bases de l'année 2020 et de la somme du taux communal et départemental de la même année.

Il sera ainsi calculé en 2021 pour permettre la prise en compte des bases définitives de cette année.

Les communes continueront à recevoir la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants (THRS, THLV) au-delà de 2023.

Les taux resteront figés pour les deux années à venir, elles retrouveront leur pouvoir de taux à compter du vote des taux de l'année 2023.

EVOLUTION DES BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2017

Envoyé en préfecture le 18/02/2021

Reçu en préfecture le 18/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 045-214501454-20210210-6_2021-DE

| Année | Elements | Taxe Habitation | | Taxe Foncière batie | | Taxe Foncière Non Batie | | Produit des taxes directes |
|-------|---|-----------------|--------------|---------------------|--------------|-------------------------|-----------|----------------------------|
| | | Montant | Evolution | Montant | Evolution | Montant | Evolution | |
| 2014 | Base | 4 373 189,00 | | 3 299 384,00 | | 103 543,00 | | 1 514 843,15 € |
| | Taux | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit | 519 534,85 | | 944 613,64 | | 50 694,65 | | |
| 2015 | Base | 4 670 691,00 | | 3 442 811,00 | | 103 750,00 | | 1 591 350,88 € |
| | Taux | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit | 554 878,09 | 35 343,24 | 985 676,79 | 41 063,15 | 50 796,00 | 101,35 | |
| 2016 | Base | 4 527 067,00 | | 3 471 715,00 | | 104 425,00 | | 1 582 894,04 € |
| | Taux | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit | 537 815,56 | 17 062,53 | 993 952,00 | 8 275,22 | 51 126,48 | 330,48 | |
| 2017 | Base | 4 582 000,00 | | 3 588 628,00 | | 102 708,00 | | 1 622 051,63 € |
| | Taux | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit | 544 341,60 | 6 526,04 | 1 027 424,20 | 33 472,19 | 50 285,84 | 840,64 | |
| 2018 | Base | 4 660 000,00 | | 3 662 000,00 | | 103 700,00 | | 1 652 810,12 € |
| | Taux | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit | 553 608,00 | 9 266,40 | 1 048 430,60 | 21 006,40 | 50 771,52 | 485,68 | |
| 2019 | Base * | 4 754 353,00 | | 3 764 980,00 | | 105 529,00 | | 1 694 397,91 € |
| | Taux* | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit* | 564 817,14 | 11 209,14 | 1 077 913,77 | 29 483,17 | 51 667,00 | 895,48 | |
| 2020 | Base * | 4 797 142,00 | | 3 810 160,00 | | 106 795,00 | | 1 713 036,11 € |
| | Taux* | 11,88 | | 28,63 | | 48,96 | | |
| | Produit* | 569 900,47 | 5 083,33 | 1 090 848,81 | 12 935,03 | 52 286,83 | 619,83 | |
| 2021* | Base * | 97 707,00 | | 3 810 160,00 | | 106 795,00 | | 1 713 726,40 € |
| | Taux Communal* | 11,88 | | 11,88 | | 48,96 | | |
| | Taux départemental 2020 | | | 18,56 | | | | |
| | Produit* | 11 606,00 | - 558 294,47 | 1 159 812,70 | 68 963,90 | 52 286,83 | - | |
| | COEFFICIENT CORRECTEUR ESTIME montant après coef | | | | 1,4225000000 | | | |
| | | | 1 649 833,57 | 558 984,76 | | | | |

*Estimation 2021

Taxe d'habitation : la commune ne touchera plus que le produit de la THLV.

Sur la taxe foncière bâtie : le taux voté par la commune n'est pas modifié et maintenu à 28,63%
Cependant avec la réforme de la TH s'ajoute désormais le taux voté par le Département soit 18,56%

Au final la recette fiscale de la TFB sera égale aux bases multipliées par un taux de 30,44 %
(Taux communal ajouté au taux départemental)

EVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXES LOCALES ENTRE 2014 ET 2020 EN €

| ANNEE | Fond de compensation Département | Allocation Compensation TP Etat | Allocation Compensation TH Etat | Allocation Compensation TF Etat | ALLOCATIONS COMPENSATRICES TOTALES | |
|-------|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------|
| | MONTANT | MONTANT | MONTANT | MONTANT | MONTANT | VARIATION |
| 2014 | 117 895,14 | 6 583,00 | 40 123,00 | 16 634,00 | 181 235,14 | |
| 2015 | 119 782,76 | 4 389,00 | 44 916,00 | 13 634,00 | 182 721,76 | 1% |
| 2016 | 124 034,04 | 3 689,00 | 30 852,00 | 10 098,00 | 168 673,04 | -8% |
| 2017 | 115 306,00 | | 53 897,00 | 7 719,00 | 176 922,00 | 5% |
| 2018 | 101 134,22 | | 57 218,00 | 7 038,00 | 165 390,22 | -7% |
| 2019 | 92 158,32 | | 59 849,00 | 7 282,00 | 159 289,32 | -4% |
| 2020 | 91 636,34 | | 63 633,00 | 7 264,00 | 162 533,34 | 2% |
| 2021* | 91 000,00 | | 63 500,00 | 7 250,00 | 161 750,00 | 0% |

*Estimation 2021

LES ORIENTATIONS 2021

Le Budget Primitif 2021 sera bâti à partir des priorités suivantes :

- 1 Gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement
- 2 Stabilité des taux de fiscalité
- 3 Politique d'investissement engagée sur la rénovation du patrimoine
- 4 Autofinancement des opérations d'investissement sans recours à l'emprunt

I - En Section de fonctionnement :

1 - Gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement

- a) Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs et les impôts et taxes.
Elles seront maintenues eu égard au CA 2020 mais aucune augmentation ne sera prévue, hors charges nouvelles après examen des propositions des services, étant entendu que l'objectif est de réaliser moins que les prévisions et sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire.
- b) Les frais de personnel seront estimés en tenant compte des hausses obligatoires (GVT, cotisation URSAFF, revalorisation PPCR ...). Cependant pour le budget 2021, les dépenses réelles des années précédentes ont été prises en compte (Inscription au chapitre charges de personnel au BP 2021 de 2 100 000€ au lieu de 2 150 000€ les années précédentes (Réalisé CA 2020 à 1 995 865,72€)
- c) Les autres charges de gestion regroupent les subventions aux associations, les indemnités et cotisations des élus.

2 – Recettes de fonctionnement

Nous prendrons comme référence le résultat 2020 sur lequel nous appliquerons les évolutions suivantes :

- Produit fiscal : Aucune évolution des bases pour 2021 (Pour rappel en 2020 + 0,9 % pour les bases servant au calcul de la TH et 1,2 % sur les valeurs des bases servant au calcul des taxes foncières)
- Fiscalité indirecte stable (taxe électricité 45 000€, droit de mutation 65 000€ (65 028,89€ perçu en 2020))
- Attribution de Compensation identique à celle inscrite au BP 2020
- Produits des services diminués compte tenu de la crise sanitaire (Baisse de fréquentation du multi accueil, du restaurant scolaire et des services municipaux en général)

II - En Section d'investissement :

En 2021, l'équipe municipale prévoit en **dépenses d'investissement** :

- Poursuite Rénovation du patrimoine (Eglise Notre Dame de Bethléem et Abbatale Saint Pierre Saint Paul)
- Rénovation thermique du Groupe Scolaire de La Cléry
- Rénovation des bâtiments communaux (1 place St Macé, 4 rue du Couvent, 15 rue du Lion d'Or, Grange aux moines, Rénovation des menuiseries de l'Hôtellerie Monastique)
- Travaux de création d'une voie douce Voie Douce Hautes Vernes /Egrefins/Ferrières
- Fin de l'opération de construction d'un parking Rue des Prés et de garages
- Extension du CSU et de la vidéoprotection
- Poursuite du programme de rénovation des voiries (Chemins vicinaux et voirie)
- Achat de matériel pour les services municipaux
- Poursuite du programme de rénovation du matériel informatique du groupe scolaire de la Cléry
- ...

Enfin comme à chaque exercice, la section d'investissement réservera des crédits pour financer les travaux relatifs à l'espace public, à l'entretien du patrimoine bâti et aux renouvellements de matériels.

En recettes d'investissement,

- Subventions d'investissement demandées systématiquement lorsqu'une opération est identifiée comme éligible à un fond
- Vente de bâtiments et de terrains
- Fonds de Compensation de la TVA (Récupération de 16,404% des dépenses 2019)

En conclusion, l'équipe municipale abordera l'année 2021 en maintenant une politique d'investissement ambitieuse conformément à ses engagements de début de mandat, tout en restant vigilant sur l'évolution des réformes en cours et de l'impact de la crise sanitaire sur les finances locales.



BUDGETS ANNEXES

Budget CAMPING

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020* |
|--|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| Recettes de gestion | 47 222 | 43 792 | 52 613 | 77 993 | 62 884 | 61 949 | 50 363 |
| <i>Produits des services</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| <i>Impôts et taxes</i> | 47 222 | 43 792 | 52 613 | 77 993 | 62 884 | 61 949 | 50 363 |
| Dépenses de gestion | 45 093 | 41 508 | 48 169 | 76 458 | 74 385 | 76 540 | 50 719 |
| <i>Charges à caractère général</i> | 25 093 | 21 225 | 24 983 | 27 235 | 26 972 | 24 970 | 14 435 |
| <i>Charges de personnel</i> | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 48 016 | 47 413 | 48 000 | 34 000 |
| <i>Atténuation de charges</i> | | | 3 186 | 1 207 | | 3 570 | 2 284 |
| <i>Autres charges</i> | | 283 | | | | | |
| Epargne de gestion | 2 129 | 2 285 | 4 443 | 1 535 | -11 500 | -14 592 | -357 |
| <i>Résultat financier</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| <i>Résultat exceptionnel</i> | 3 | 0 | 11 070 | 0 | | 1 | |
| Epargne brute | 2 132 | 2 285 | 15 513 | 1 535 | -11 500 | -14 590 | -357 |
| Taux d'épargne brute | | | | | | | |
| Remboursement du capital de la dette | | | | | | | |
| Epargne nette | 2 132 | 2 285 | 15 513 | 1 535 | -11 500 | -14 590 | -357 |
| <i>Recettes d'investissement</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Dépenses d'investissement</i> | 1 166 | 13 533 | 6 810 | 7 505 | 6 736 | 7 454 | 2 966 |
| Besoin de financement | 966 | -11 249 | 8 703 | -5 970 | -18 236 | -22 045 | -3 322 |
| <i>Emprunt nouveau</i> | 0 | 0 | | | | 0 | 0 |
| Solde global disponible | | | | | | | |
| <i>Module dette - Encours de dette</i> | | | | | | | |
| Capacité de désendettement | - | - | - | - | - | - | - |

| | | | | | | | |
|---|---------------|----------------|---------------|---------------|------------------|-------------------|----------------|
| Résultat de l'exercice | 966 | -11 249 | 8 703 | -5 970 | -18 236 | -22 045 | -3 322 |
| Excédent ou déficit de fonctionnement reporté (002) | 17 440 | 18 406 | 7 157 | 15 860 | 8 169 - | 8 249,41 | - 26 682,49 |
| Solde d'exécution d'investissement reporté (001) | -443 | -1 166 | -18 655 | -4 358 | -2 759 - | 97,15 | - 3 611,72 |
| Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) | 443 | 1 166 | 18 655 | 4 358 | 4 480 | 97,15 | |
| Résultat de clôture | 18 406 | 7 157 | 15 860 | 9 890 | -8 346,56 | -30 294,21 | -33 616 |

| RESULTAT | 2019 CAMPING | | | 2020 CAMING | | |
|--|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Dépenses | 80 382,85 € | 7 357,17 € | 87 740,02 € | 57 601,90 € | 2 965,66 € | 60 567,56 € |
| Recettes | 61 949,77 € | 3 842,60 € | 65 792,37 € | 50 362,61 € | 6 882,68 € | 57 245,29 € |
| Excédent N-1 | | | 0,00 € | | | 0,00 € |
| Déficit N-1 | 8 249,41 € | 97,15 € | 8 346,56 € | 26 682,49 € | 3 611,72 € | 30 294,21 € |
| Résultat | -26 682,49 € | -3 611,72 € | -30 294,21 € | -33 921,78 € | 305,30 € | -33 616,48 € |
| RAR Dépenses | | | 0,00 € | | | 0,00 € |
| RAR Recettes | | | 0,00 € | | | 0,00 € |
| Résultat net | -26 682,49 € | -3 611,72 € | -30 294,21 € | -33 921,78 € | 305,30 € | -33 616,48 € |
| | 2020 | | | 2021 | | |
| 002 - Solde d'exécution de la section fonctionnement | -26 682,49 € | | -26 682,49 € | -33 921,78 € | | -33 921,78 € |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement | | -3 611,72 € | -3 611,72 € | | 305,30 € | 305,30 € |
| 1068 - Excédent de fonctionnement | | | 0,00 € | | | 0,00 € |

***Résultats prévisionnels**

A noter : 15 359€ (Crédit de TVA – Compte 44 567)

BUDGET EAU

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Recettes de gestion | 146 662 | 177 896 | 177 680 | 143 292 | 152 079 | 239 379 | 195 866 |
| <i>Produits des services</i> | 146 662 | 172 485 | 171 680 | 129 427 | 146 330 | 234 069 | 190 150 |
| <i>Impôts et taxes</i> | | | | | | 0 | 0 |
| <i>Dotations et participations</i> | | | | | | | |
| <i>Autres recettes</i> | 0 | 5 412 | 6 000 | 13 865 | 5 749 | 5 310 | 5 716 |
| <i>Atténuations de charges</i> | | | | | | | |
| Dépenses de gestion | 125 399 | 120 692 | 137 821 | 121 432 | 123 450 | 111 743 | 141 877 |
| <i>Charges à caractère général</i> | 125 399 | 120 692 | 137 821 | 121 432 | 123 450 | 111 743 | 141 877 |
| <i>Charges de personnel</i> | | | | | | 0 | 0 |
| <i>Atténuations de produits</i> | | | | | | | |
| <i>Autres charges de gestion courante</i> | | | | | | | |
| Épargne de gestion | 21 262 | 57 204 | 39 859 | 21 860 | 28 628 | 127 636 | 53 989 |
| <i>Résultat financier</i> | | | | | | | |
| <i>Résultat exceptionnel</i> | 40 004 | 0 | 5 500 | 1 539 | 0 | 0 | 10 744 |
| Épargne brute | 61 267 | 57 204 | 45 359 | 23 399 | 28 628 | 127 636 | 64 733 |
| Taux d'épargne brute | | | | | | 53% | 33% |
| <i>Remboursement du capital de la dette</i> | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 | 7 196 |
| Épargne nette | 54 071 | 50 008 | 38 163 | 16 203 | 21 432 | 120 440 | 57 537 |
| <i>Recettes d'investissement</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Dépenses d'investissement</i> | 1 699 | | | | | | |
| Besoin de financement | 52 372 | 50 008 | 38 163 | 16 203 | 21 432 | 120 440 | 57 537 |
| <i>Emprunt nouveau</i> | 0 | 0 | | | | 0 | 0 |
| Solde global disponible | | | | | | | |
| <i>Module dette - Encours de dette</i> | 97 700 | 90 504 | 83 308 | 76 112 | 68 916 | 68 916 | 61 720 |
| Capacité de désendettement | 1,59 | 1,58 | 1,84 | 3,25 | 2,41 | 0,54 | 0,95 |

| | | | | | | | |
|--|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|-------------------|
| Résultat de l'exercice | 52 372 | 50 008 | 38 163 | 16 203 | 21 432 | 120 440 | 57 537 |
| Excédent ou déficit de fonctionnement reporté (002) | -18 574 | 36 212 | 57 053 | 66 049 | 53 084 | 45 349,08 | 82 049,01 |
| Solde d'exécution d'investissement reporté (001) | -197 994 | -200 409 | -171 242 | -142 075 | -112 907 | - 83 739,88 | - 54 572,56 |
| Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) | 0 | 0 | 0 | | 0 | - | 54 572,56 |
| Résultat de clôture | -164 196 | -114 189 | -76 026 | -59 823 | -38 391 | 82 049 | 139 586 |
| <i>Restes à réaliser +/-</i> | | | | | | | - 9 784,40 |
| Solde global de clôture | -164 196 | -114 189 | -76 026 | -59 823 | -38 391 | 82 049,01 | 129 801,99 |

| | 2019 EAU | | | 2020 EAU | | |
|--------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Dépenses | 152 734,71 € | 11 824,67 € | 164 559,38 € | 182 869,43 € | 11 824,69 € | 194 694,12 € |
| Recettes | 244 007,20 € | 40 991,99 € | 284 999,19 € | 211 239,51 € | 95 564,55 € | 306 804,06 € |
| Excédent N-1 | 45 349,08 € | | 45 349,08 € | 82 049,01 € | | 82 049,01 € |
| Déficit N-1 | | 83 739,88 € | 83 739,88 € | | 54 572,56 € | 54 572,56 € |
| Résultat | 136 621,57 € | -54 572,56 € | 82 049,01 € | 110 419,09 € | 29 167,30 € | 139 586,39 € |
| RAR Dépenses | | | 0,00 € | | 48 928,40 € | 48 928,40 € |
| RAR Recettes | | | 0,00 € | | 39 144,00 € | 39 144,00 € |
| Résultat net | 136 621,57 € | -54 572,56 € | 82 049,01 € | 110 419,09 € | 19 382,90 € | 129 801,99 € |
| | 2020 | | | 2021 | | |
| 002 (R,) | 82 049,01 € | | 82 049,01 € | 129 801,99 € | | 129 801,99 € |
| 001 (D) | | 54 572,56 € | 54 572,56 € | | 19 382,90 € | 19 382,90 € |
| 1068 | | 54 572,56 € | 54 572,56 € | | 19 382,90 € | 19 382,90 € |

Résultats prévisionnels*Projets 2021**

- Clôturer l'étude Diagnostic Eau Potable : 48 928,40€ HT, subventionnée par l'Agence de l'Eau Seine Normandie à hauteur de 39 144€ (80%) pour la programmation des investissements à effectuer

BUDGET ASSAINISSEMENT

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020* |
|--|----------------|-----------------|----------------|----------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Recettes de gestion | 150 731 | 165 256 | 235 073 | 71 711 | 225 147 | 142 845,43 | 142 031 |
| <i>Produits des services</i> | 126 817 | 165 256 | 198 468 | 55 065 | 207 150 | 118 614,16 | 120 787 |
| <i>Subventions d'exploitation</i> | 23 913 | | 36 605 | 16 646 | 17 997 | 24 231,27 | 21 244 |
| Dépenses de gestion | 15 224 | 24 789 | 15 505 | 16 426 | 15 857 | 19 396,86 | 31 942 |
| <i>Charges à caractère général</i> | 15 224 | 24 789 | 15 505 | 16 426 | 15 857 | 19 396,86 | 31 942 |
| <i>Autres charges de gestion courante</i> | | | | | | 0,00 | 0 |
| Epargne de gestion | 135 507 | 140 467 | 219 568 | 55 284 | 209 290 | 123 449 | 110 089 |
| Résultat financier | -9 674 | -9 100 | -8 457 | -7 178 | -7 224 | -5 491,68 | -7 342 |
| Résultat exceptionnel | -3 192 | | -1 500 | | | | |
| Epargne brute | 122 641 | 131 366 | 209 611 | 48 106 | 202 066 | 117 957 | 102 746 |
| Taux d'épargne brute | | | | | | 83% | 72% |
| Remboursement du capital de la dette | 62 520 | 56 146 | 39 844 | 40 469 | 36 091 | 32 698,87 | 41 559 |
| Epargne nette | 60 121 | 75 221 | 169 768 | 7 638 | 165 975 | 85 258 | 61 188 |
| <i>Recettes d'investissement</i> | 0 | 0 | 84 916 | 0 | 0 | 0,00 | 0 |
| <i>Dépenses d'investissement</i> | 91 185 | 255 468 | 103 653 | 7 164 | 79 834 | 78 894,37 | 73 347 |
| Besoin de financement | -31 064 | -180 247 | 151 031 | 474 | 86 142 | 6 363,65 | -12 160 |
| Solde global disponible | 479 407 | 416 887 | 373 918 | 334 074 | 293 606 | 257 514,78 | 220 742 |
| Capacité de désendettement | 3,91 | 3,17 | 1,78 | 6,94 | 1,45 | 2,18 | 2,15 |
| Résultat de l'exercice | -31 064 | -180 247 | 151 031 | 474 | 86 142 | 6 364 | -12 160 |
| Excédent ou déficit de fonctionnement reporté (002) | 639 691 | 724 541 | 767 690 | 918 236 | 906 719 | 1 044 506,16 | 1 050 870,47 |
| Solde d'exécution d'investissement reporté (001) | 177 365 | 89 222 | 4 976 | 31 861 | 43 852 - | 4 654,90 - | 51 969,16 |
| Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) | | | 30 000 | | | 4 654,90 | 51 969,16 |
| Résultat de clôture | 785 993 | 633 516 | 953 696 | 950 571 | 1 036 713 | 1 050 870 | 1 038 711 |
| Restes à réaliser +/- | | | | | -26 756 | - | 46 721,43 |
| Solde global de clôture | 785 993 | 633 516 | 953 696 | 950 571 | 1 009 957 | 1 050 869,81 | 1 085 432,05 |

Résultats prévisionnels*RESULTATS PREVISIONNELS 2020**

| | 2019 ASSAINISSEMENT | | | 2020 ASSAINISSEMENT | | |
|----------------|---------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Dépenses | 127 866,31 € | 154 946,93 € | 282 813,24 € | 142 262,35 € | 158 259,77 € | 300 522,12 € |
| Recettes | 186 199,78 € | 107 632,67 € | 293 832,45 € | 185 384,50 € | 154 946,93 € | 340 331,43 € |
| Excédent (002) | 1 044 506,16 € | | 1 044 506,16 € | 1 050 870,47 € | | 1 050 870,47 € |
| Déficit (001) | | 4 654,90 € | 4 654,90 € | | 51 969,16 € | 51 969,16 € |
| Résultat | 1 102 839,63 € | -51 969,16 € | 1 050 870,47 € | 1 093 992,62 € | -55 282,00 € | 1 038 710,62 € |
| RAR Dépenses | | | 0,00 € | | 59 784,57 € | 59 784,57 € |
| RAR Recettes | | | 0,00 € | | 106 506,00 € | 106 506,00 € |
| Résultat net | 1 102 839,63 € | -51 969,16 € | 1 050 870,47 € | 1 093 992,62 € | -8 560,57 € | 1 085 432,05 € |
| | 2020 | | | 2021 | | |
| 002 | 1 050 870,47 € | | 1 050 870,47 € | 1 085 432,05 € | | 1 085 432,05 € |
| 001 | | -51 969,16 € | -51 969,16 € | | -8 560,57 € | -8 560,57 € |
| 1068 | | 51 969,16 € | 51 969,16 € | | 8 560,57 € | 8 560,57 € |

Projet 2021

- Clôturer l'étude Diagnostic Assainissement Montant initial étude 133 132€ HT (RAR 59 784,57€ HT) : subventionnée par l'Agence de l'Eau Seine Normandie à hauteur de 80% soit 106 506) pour la programmation des investissements à effectuer